

- SPG 1984
- SUCRE PREFERENTIEL INDE ET ACP
- CONTINGENT PAPIER JOURNAL
- ACIER : VOLET EXTERNE 1984 ET EVENTUELLEMENT MESURES INTERNES A COURT TERME
- MEMORANDUM HELLENIQUE
- RAPPORT SUR L'UNION EUROPEENNE

EN VUE DE LA CONFERENCE AU NIVEAU MINISTERIEL AVEC LE PORTUGAL, LE CONSEIL DEVRA ENCORE FINALISER LES DECLARATIONS SUR LES CHAPITRES DES AFFAIRES SOCIALES ET DE L'AGRICULTURE.

2. AFFAIRES INTERIEURES

2.1. CONSEIL BUDGET (22 ET 23 NOVEMBRE)

APRES CONCERTATION AVEC UNE DELEGATION DU PARLEMENT ET TENANT COMPTE NOTAMMENT DES OBSERVATIONS FORMULEES PAR CELUI-CI, LE CONSEIL A DECIDE LES AUGMENTATIONS SUIVANTES AUX DEPENSES NON OBLIGATOIRES : 466,8 MIO ECU EN CREDITS D'ENGAGEMENTS (Y COMPRIS 67 MIO ECUS POUR LE PROGRAMME ESPRIT) ET 377,1 MIO ECUS EN CREDITS DE PAIEMENTS. LES AUGMENTATIONS LES PLUS IMPORTANTES PAR RAPPORT AU PROJET ETABLI EN JUILLET DERNIER CONCERNENT :

- FONDS SOCIAL : 122,5 MIO ECUS
- FEDER : 110 MIO ECUS
- PROGRAMME SPECIAL "FAIM DANS LE MONDE" : 42 MIO ECUS
- RECHERCHE ACTIONS DIRECTES : 14 MIO ECUS
- ENCOURAGEMENT DES INVESTISSEMENTS ENERGIE : 20 MIO ECUS

EN OUTRE, LE CONSEIL EST CONVENU D'INSCRIRE AU CHAPITRE 100 UN CREDIT DE 350 MIO ECUS AU TITRE DU FEOGA-GARANTIE.

LE PROJET DE BUDGET AINSI MODIFIE SERA TRANSMIS AU PARLEMENT ET DISCUTE LORS DE SA SESSION DES 12/16 DECEMBRE.

FINALEMENT LE CONSEIL A DECIDE DE GARDER SUR LA LIGNE LES MONTANTS SPECIFIQUES DES COMPENSATIONS DU ROYAUME-UNI ET DE L'ALLEMAGNE EN DEMANDANT LA CONVOCATION D'UNE REUNION TRILOGUE POUR DISCUTER DE LA CLASSIFICATION ET D'UNE EVENTUELLE ELIMINATION DE LEUR CONSEQUENCE POUR LA MARGE DU PARLEMENT D'UNE CLASSIFICATION EN DNO.

(CETTE SEMAINE, LA COMMISSION A ADOPTE LES REGLEMENTS SUR LES MESURES DE COMPENSATION AU BENEFICE DU ROYAUME-UNI ET DE LA REPUBLIQUE FEDERALE A INCLURE DANS LE BUDGET 1983. ELLE CONFIRME A CETTE OCCASION LE CLASSEMENT DE CES CREDITS EN DEPENSES NON OBLIGATOIRES).

2.2. "INFORMELLE" TOURISME (ATHENES 20 NOVEMBRE)

CETTE "PREMIERE" A ETE FRUCTUEUSE PUISQUE LES MINISTRES ONT MARQUE LEUR ACCORD SUR UN PROJET DE RESOLUTION QUI ACCUEILLE FAVORABLEMENT LA COMMUNICATION SUR LES PREMIERES ORIENTATIONS POUR UNE POLITIQUE COMMUNAUTAIRE DU TOURISME ET INVITE LA COMMISSION A FAIRE DES PROPOSITIONS EN RESPECTANT LES PARTICULARITES DES POLITIQUES NATIONALES ET LES ENGAGEMENTS DES ETATS MEMBRES.

M. CONTOGEOGRIS S' ENGAGE A ELABORER DES PROPOSITIONS CONCRETES SUR CERTAINES QUESTIONS PRIORITAIRES, NOTAMMENT L'ETALEMENT DES VACANCES, LA SAUVEGARDE DE PATRIMOINE ARCHITECTURAL, LA PROMOTION DU TOURISME SOCIAL ET DE L'AGRITOURISME.

2.3. COMITE PERMANENT DE L'EMPLOI (23 NOVEMBRE)

L'ESSENTIEL DU DEBAT, AUQUEL A PARTICIPE M. RICHARD, A PORTE SUR LE CHOMAGE DES FEMMES DANS LA COMMUNAUTE. LES MESURES A DEVELOPPER VISERAIENT :

- LA CREATION D'EMPLOIS ET LE RECRUTEMENT DE JEUNES FEMMES DANS LE SECTEUR PRIVE, EN PARTICULIER DANS DES EMPLOIS NON-TRADITIONNELS,
- LE SECTEUR PUBLIC DEVRAIT MONTRER L'EXEMPLE EN DONNANT DES CHANCES EGALES NOTAMMENT DANS LE SECTEUR DES NOUVELLES TECHNOLOGIES,
- LA REDUCTION ET LA REORGANISATION DU TEMPS DE TRAVAIL,
- LA PROMOTION D'INITIATIVES LOCALES.

2.4. POLLUTION ATMOSPHERIQUE

LA COMMISSION A ADOPTE UN RAPPORT AU CONSEIL SUR L'ACTION A MENER POUR LUTTER CONTRE LA POLLUTION ATMOSPHERIQUE AINSI QUE, COMME PREMIERE MESURE D'APPLICATION, UNE PROPOSITION DE DIRECTIVE VISANT A LIMITER LES EMISSIONS DE POLLUANTS VENANT DES GRANDES INSTALLATIONS INDUSTRIELLES QUI SONT A L'ORIGINE DES FAMEUSES PLUIES ACIDES, DE LA DEGRADATION DES FORETS ET DES MONUMENTS ET HABITATIONS. LA PROPOSITION FIXE POUR 1995 UN OBJECTIF GLOBAL DE REDUCTION DE 60 O/O POUR LES PRODUITS SULFUREUX ET DE 40 O/O POUR LES AUTRES PRODUITS AINSI QUE DES NORMES A RESPECTER PAR LES INSTALLATIONS NOUVELLES ET LES MESURES DE CONTROLE CORRESPONDANTES.

3. RELATIONS EXTERIEURES

3.1. COOPERATION POLITIQUE

UNE REUNION MINISTERIELLE REGULIERE DE COOPERATION POLITIQUE S'EST TENUE A BRUXELLES LE 22 NOVEMBRE. LES DISCUSSIONS SE SONT CONCENTREES SUR CHYPRE ET LE PROCHE-ORIENT.

LES DIX ONT CONFIRME LEUR REFUS CATEGORIQUE DE RECONNAITRE LA DECLARATION UNILATERALE D'INDEPENDANCE DE LA COMMUNAUTE CHYPREOTE TURQUE ET SE SONT ENGAGES A POURSUIVRE LEURS EFFORTS VISANT A CONVAINCRE LES PAYS TIERS A NE PAS RECONNAITRE LE REGIME. LA COMMISSION A ETE INVITEE A SOUMETTRE AU CONSEIL LE 29 NOVEMBRE UN RAPPORT EXPOSANT TOUTES LES IMPLICATIONS DE CETTE PRISE DE POSITION POUR LE FONCTIONNEMENT DE L'ACCORD AVEC LA REPUBLIQUE DE CHYPRE.

LES MINISTRES ONT EU UN PREMIER ECHANGE DE VUES EN PREPARATION DE LA POSITION QUE LE CONSEIL EUROPEEN DE DECEMBRE POURRAIT PRENDRE AU SUJET DE LA SITUATION AU LIBAN ET DU PROBLEME GENERAL DU PROCHE-ORIENT. LA SITUATION ACTUELLE AU LIBAN A ETE PASSEE EN REVUE, ET DES INQUIETUDES ONT ETE EXPRIMEES QUANT AU SORT DES PALESTINIENS A TRIPOLI. AUTRES POINTS TRAITES PLUS BRIEVEMENT PAR LES MINISTRES :

RELATIONS EST-OUES SITUATION EN POLOGNE INIGEE ET
RESULTATS SATISFAISANTS DE LA REUNION D'HELSINKI.

AMERIQUE LATINE : DECISION D'ETUDIER SOIGNEUSEMENT LES POSSI-
BILITES D'UNE COOPERATION ACCRUE AVEC L'AMERIQUE CENTRALE.
PREMIERE DISCUSSION DES ASPECTS ECONOMIQUES DANS LE CONSEIL DU
29 NOVEMBRE.

ATTENTAT A RANGOON : CONDAMNATION DE LA COREE DU NORD, DONT
LA RESPONSABILITE A MAINTENANT ETE ETABLIE.

3.2. RENCONTRES DU VICE-PRESIDENT DAVIGNON A TOKYO

LE VICE-PRESIDENT DAVIGNON S'EST RENDU A TOKYO, LA SEMAINE
DERNIERE, ACCOMPAGNE DE FONCTIONNAIRES DE LA COMMISSION, POUR
CO-PRESIDER AVEC LE MINISTRE DU MITI, M. UNO, LE 3EME SYMPOSIUM
CEE-JAPON, DONT LE THEME PORTAIT SUR LES INVESTISSEMENTS. IL A
PRONONCE LE DISCOURS DE CLOTURE DE CE SYMPOSIUM.

CE VOYAGE A FOURNI L OCCASION A M. DAVIGNON DE RENCONTRER
UN CERTAIN NOMBRE DE DIRIGEANTS JAPONAIS, NOTAMMENT :

- LE PREMIER MINISTRE M. NAKASONE, QUI A ACCEPTE LA PROPOSITION
DE M. DAVIGNON DE RENFORCEMENT DU DIALOGUE MINISTERIEL ENTRE
LE GOUVERNEMENT JAPONAIS ET LA COMMISSION ,
- LE MINISTRE DES AFFAIRES ETRANGERES, M. ABE, AVEC QUI IL A
FAIT UN TOUR D'HORIZON DES RELATIONS CEE-JAPON ,
- LE MINISTRE DU MITI, M. UNO, AVEC QUI LES MODALITES DE MODE-
RATION DES EXPORTATIONS JAPONAISES DE PRODUITS SENSIBLES
VERS LA COMMUNAUTE EN 1984 ONT ETE PRECISEES. LA POURSUITE
DES POURPARLERS SUR LA COOPERATION INDUSTRIELLE ENTRE
L'EUROPE ET LE JAPON A EGALEMENT ETE ABORDEE ,
- LE MINISTRE DE LA SCIENCE ET DE LA TECHNOLOGIE, M. YASUTA,
POUR LA PREPARATION D'UN ACCORD CEE-JAPON DANS CE DOMAINE ,
- LE DIRECTEUR GENERAL DE L'AGENCE DE PLANIFICATION ECONOMIQUE
SUR DES SUJETS ECONOMIQUES ET MONETAIRES ,
- M. ESAKI, UN DES LEADERS DU PARTI DEMOCRATIQUE LIBERAL, AVEC
QUI IL A PASSE EN REVUE LES RELATIONS CEE-JAPON.

M. DAVIGNON A ENFIN RENCONTRE UN CERTAIN NOMBRE DE MEMBRES DE
LA COMMUNAUTE D'INDUSTRIELS ET D'HOMMES D'AFFAIRES EUROPEENS
AU JAPON, REUNIS AU SEIN DE 'L'EUROPEAN BUSINESS COUNCIL'.

3.3. NORVEGE : VISITE 1ER MINISTRE (23 NOVEMBRE)

M. WILLOCH A EU DES ENTRETIENS AVEC LE PRESIDENT THORN ET
M. HAFERKAMP AINSI QU'UNE REUNION DE TRAVAIL AVEC PLUSIEURS
MEMBRES DE LA COMMISSION.
M. HAFERKAMP A SOULIGNE LES EXCELLENTEES RELATIONS COMMERCIALES
ENTRE LES DEUX PARTIES AINSI QUE LEUR VOLONTE D'ELARGIR DAVAN-
TAGE LES DOMAINES DE COOPERATION. IL A SOULIGNE EGALEMENT
L'IMPORTANCE DES CONSULTATIONS REGULIERES AU NIVEAU MINISTERIEL
AINSI QUE DES CONTACTS DANS LES ORGANISATIONS INTERNATIONALES.

5
LA NECESSITE D'ASSURER LA DIVERSIFICATION DES SOURCES D'ENERGIE POUR L'EUROPE A ETE EVOQUEE. LE PREMIER MINISTRE A DECLARE QUE SON PAYS EST CAPABLE ET DISPOSE A AUGMENTER CONSIDERABLEMENT SES LIVRAISONS DE GAZ A LA COMMUNAUTE AU DEBUT DES ANNEES 90. SELON M. WILLOCH, L'EUROPE DOIT EVITER DE DEVENIR DEPENDANTE DES FOURNITURES EXTERIEURES D'ENERGIE ET NOTAMMENT DES LIVRAISONS DE GAZ SOVIETIQUE. COMPTE TENU DES DIFFICULTES D'EXPLOITATION, LE PRIX DU GAZ NORVEGIEN POURRAIT ETRE PLUS ELEVE QUE CELUI DEMANDE PAR L'URSS MAIS CELA PEUT ETRE CONSIDERE COMME UNE PRIME D'ASSURANCE CONTRE UNE DEPENDANCE NON SOUHAITABLE. LA COMMISSION PRENDRA CONTACT AVEC LE GOUVERNEMENT NORVEGIEN AU DEBUT DE L'ANNEE PROCHAINE.

M. WILLOCH A, D'AUTRE PART, DECLARE QU'IL ETAIT DE L'INTERET DE LA NORVEGE D'ETRE AUSSI PROCHE QUE POSSIBLE DES DISCUSSIONS DE COOPERATION POLITIQUE, MEME SI ELLE NE PEUT Y PARTICIPER SUR UN PIED D'EGALITE.

ENFIN, PARMIS LES PROBLEMES BILATERAUX, L'ALUMINIUM ET LA PECHE ONT ETE EVOQUES.

3.4. LIBAN

A LA SUITE D'UNE DECISION PRISE EN MARS 1983, UNE CONVENTION FINANCIERE A ETE SIGNEE LE 21 NOVEMBRE POUR UN DON DE 20 MIO ECU POUR UN PROJET D'AMELIORATION DE L'APPROVISIONNEMENT DE BEYROUTH EN EAU. CE DON EST UNE AIDE EXCEPTIONNELLE ACCORDEE HORS PROTOCOLES POUR CONTRIBUER A LA RECONSTRUCTION DU LIBAN. LA SIGNATURE COINCIDE AVEC LE 40EME ANNIVERSAIRE DE L'INDEPENDANCE DU LIBAN.

D'AUTRE PART LA COMMISSION VIENT DE DECIDER UNE AIDE D'URGENCE DE 1 MIO ECU QUI SERA MISE A LA DISPOSITION DU COMITE INTERNATIONAL DE LA CROIX ROUGE POUR L'ACHAT DE RATIONS FAMILIALES, COUVERTURES, MATELAS, ... ET L'ENVOI DE MATERIEL MEDICAL DESTINES AUX POPULATIONS LIBANES AFFECTEES PAR LES EVENEMENTS ACTUELS.

3.5. ISRAEL

LE COREPER A APPROUVE LE REGLEMENT PORTANT CONCLUSION DU DEUXIEME PROTOCOLE FINANCIER.

3.6. MAURITANIE

ON 21 NOVEMBER THE HEAD OF STATE OF THE ISLAMIC REPUBLIC OF MAURITANIA, LT-COL. MOHAMED KHOUNA OULD HAIDALLA, PAID AN OFFICIAL VISIT TO THE COMMISSION, ACCOMPANIED BY A LARGE DELEGATION THAT INCLUDED THE MINISTERS RESPONSIBLE FOR FOREIGN AFFAIRS, PLANNING, INDUSTRY, ENERGY AND FISHERIES.

A WORKING MEETING WAS HELD WITH COMMISSION OFFICIALS RESPONSIBLE FOR DEVELOPMENT AND FISHERIES, LED BY MR PISANI.

THE MOST PRESSING SUBJECT OF DISCUSSION WAS MAURITANIA'S APPEAL FOR EMERGENCY ASSISTANCE TO COMBAT THE EFFECTS OF THE CATASTROPHIC DROUGHT THAT HAS STRUCK THE WESTERN SAHEL REGION THIS YEAR. OVER SEVENTY PERCENT OF THE COUNTRY'S LIVESTOCK HAS BEEN WIPED OUT AND THE CEREALS HARVEST IS

ONE-SIXTH OF NORMAL. THE COMMISSION PROMISED IMMEDIATE ASSISTANCE IN THE FORM OF AN EXCEPTIONAL AID OF ONE MILLION ECU FOR MEDICAL PROGRAMMES AND THE COSTS OF DISTRIBUTION OF FOODSTUFFS, AS WELL AS FOOD AID IN THE FORM OF 5 000 T OF CEREALS. FURTHER MEASURES ARE UNDER URGENT CONSIDERATION.

THE OTHER TOPIC WAS THE PROPOSED COMPREHENSIVE FISHERIES AGREEMENT WITH THE COMMUNITY. IT WAS AGREED TO RELAUNCH THE NEGOTIATIONS WITHOUT DELAY, AS SOON AS THE OBJECTIVES HAVE BEEN DEFINED ON BOTH SIDES AT THE POLITICAL LEVEL.

AT THE INVITATION OF PRESIDENT HAIDALLA, MR PISANI PLANS TO PAY A RETURN VISIT TO MAURITANIA EARLY IN THE NEW YEAR.

3.7. CHINA: TEXTILES

FORMAL NEGOTIATIONS WITH CHINA ON THE TEXTILE AGREEMENT BEGAN AS SCHEDULED ON 21 NOVEMBER.

THE CHINESE DELEGATION FORMALLY STATED THE POSITION ALREADY COMMUNICATED TO THE COMMUNITY DURING THE SEVERAL INFORMAL CONTACTS WHICH HAVE TAKEN PLACE THROUGHOUT THE YEAR. NEGOTIATIONS PROMISE TO BE LONG AND HARD AND UNLESS THE CHINESE ARE PREPARED TO SCALE DOWN THEIR PRESENT DEMANDS FOR SUBSTANTIALLY HIGHER QUOTA LEVELS THAN ARE CURRENTLY IN FORCE, IT IS DIFFICULT TO ENVISAGE A POSITIVE OUTCOME AT THIS STAGE.

3.8. AIDE ALIMENTAIRE : ACTION DE SUBSTITUTION

COMPTE TENU DE L'ACCUEIL FAVORABLE RESERVE PAR LE DERNIER CONSEIL DEVELOPPEMENT (15 NOVEMBRE) A LA COMMUNICATION POUR UNE AIDE ALIMENTAIRE AU SERVICE DU DEVELOPPEMENT, LA COMMISSION A ADOPTE UNE COMMUNICATION AU CONSEIL SUR LA MISE EN OEUVRE DES ACTIONS DE SUBSTITUTION AUX LIVRAISONS D'AIDE ALIMENTAIRE. CES ACTIONS PERMETTRONT DE TRANSFORMER L'AIDE ALIMENTAIRE AU CAS OU LA FOURNITURE DE CETTE AIDE S'AVERE INOCCUPTE A CAUSE DE L'EVOLUTION DES RECOLTES OU DES STOCKS ET D'ENCOURAGER LES PAYS BENEFICIAIRES A S'ENGAGER DANS UNE STRATEGIE D'AUTOSUFFISANCE ALIMENTAIRE. AFIN DE DONNER A L'AIDE COMMUNAUTAIRE LA FLEXIBILITE VOULUE, UN NOUVEL ARTICLE A ETE INTRODUIT DANS LE BUDGET 83.

3.9. CONTINGENT TARIFAIRE PAPIER-JOURNAL, 1983

PAR SUITE DE L'OPPOSITION PERSISTANTE D'UNE DELEGATION A LA PROPOSITION DE LA COMMISSION D'AUGMENTER DE 180.000 TONNES LE VOLUME DU CONTINGENT TARIFAIRE COMMUNAUTAIRE POUR LE PAPIER-JOURNAL OUVERT POUR L'ANNEE 1983, L'AFFAIRE A ETE INSCRITE A L'ORDRE DU JOUR DU CONSEIL AFFAIRES GENERALES DU 29 NOVEMBRE.

3.10. POLITIQUE COMMERCIALE (''ROLLBACK'')

DANS LE CADRE DES TRAVAUX PREPARATOIRES EN VUE DE L'APPLICATION DES ENGAGEMENTS RESULTANT DU SOMMET DE WILLIAMSBURG ET DE LA REUNION MINISTERIELLE DE L'OCDE DE MAI 1983, LA COMMISSION A ADOPTE, EN PREVISION DU PROCHAIN CONSEIL, UNE RECOMMANDATION SUR LES MESURES A PRENDRE COMME CONTRIBUTION DE LA COMMUNAUTE AU RENVERSEMENT DES TENDANCES PROTECTIONNISTES. CES ENGAGEMENTS DOIVENT ETRE PRECISES ET SE VOIR DONNER UN EFFET JURIDIQUE CONTRAIGNANT. LA COMMISSION A EXAMINE TROIS PRINCIPALES POSSIBILITES D'ACTION

- DECISION DE PRINCIPE DE MISE EN OEUVRE ACCELEREE DES REDUCTIONS TARIFAIRES CONVENUES AU 'TOKYO-ROUND' (PASSAGE A LA 2EME PHASE)
- ELIMINATION DE TOUTES RESTRICTIONS QUANTITATIVES APPLICABLES AUX IMPORTATIONS EN PROVENANCE DES PAYS LES MOINS AVANCES (A L'EXCEPTION DES PRODUITS COUVERTS PAR L'ARRANGEMENT MULTIFIBRES)
- CONTINUATION DU SCHEMA COMMUNAUTAIRE DU SPG AVEC AMELIORATION, EN PARTICULIER, POUR LES PMA.

4. QUESTIONS DIVERSES

4.1. SECRETARIAT GENERAL

LA COMMISSION A NOMME HORTZ KRENZLER SECRETAIRE GENERAL ADJOINT DE LA COMMISSION. AGE DE 50 ANS, HORTZ KRENZLER EST FONCTIONNAIRE DES COMMUNAUTES DEPUIS 1965. JURISTE DE FORMATION, IL A DEVELOPPE SA CARRIERE COMMUNAUTAIRE DANS LA DIRECTION GENERALE DES RELATIONS EXTERIEURES AINSI QUE DANS LES CABINETS DE M. DAHRENDORF PUIS DE M. BRUNNER. DIRECTEUR DEPUIS 1979, IL A, A CE TITRE, DIRIGE LA DELEGATION DE LA COMMUNAUTE POUR LES DIFFICILES NEGOCIATIONS SUR LE TEXTILE AINSI QUE SUR L'ACIER. HORTZ KRENZLER REMPLACE MICHAEL JENKINS QUI A RECEMMENT QUITTE LA COMMISSION POUR OCCUPER DES FONCTIONS DE RESPONSABILITE AU FOREIGN OFFICE.

4.2. REMUNERATIONS

LA COMMISSION A ADOPTE SON RAPPORT AU CONSEIL ET SES PROPOSITIONS SUR LE NIVEAU DES REMUNERATIONS DES FONCTIONNAIRES POUR 1983. EN CE QUI CONCERNE BRUXELLES ET LUXEMBOURG, LA COMMISSION PROPOSE, CONFORMEMENT A LA METHODE CONVENUE AVEC LE CONSEIL, UNE AUGMENTATION LINEAIRE DE 4,2 0/0 AVANT APPLICATION DU PRELEVEMENT DE CRISE.

E. NOEL, SECRETAIRE GENERAL - COMEUR
NNNN